

Perceptions populaires des élections, de l'action publique, et de la démocratie au Mali

Dépêche No. 219 d'Afrobaromètre | Fadimata Haïdara et Thomas Isbell

Résumé

Une grande partie des débats préliminaires aux élections nationales au Mali prévues en juillet est axée sur la sécurité et la réunification dans un contexte de rébellion armée persistante dans le Nord (Bekow, 2018). Même s'ils ne sont pas évidents, les enjeux sont également importants s'agissant des exigences des Maliens eu égard à leur gouvernement et au fonctionnement de leur démocratie.

D'après des résultats d'enquête datant de 2017, les principales priorités des Maliens sont la sécurité alimentaire, la bonne gouvernance, l'accès aux services de santé et l'eau, la réduction de la pauvreté, et la croissance économique (Coulibaly, 2018). En février 2017, les citoyens avaient une opinion négative sur les efforts du gouvernement par rapport à la plupart de ces questions.

En tandem avec les évaluations de performance en déclin du gouvernement, les Maliens exprimaient un mécontentement croissant par rapport à leur démocratie. Même si le soutien général à la démocratie, aux élections, et à la reddition de comptes par le gouvernement paraissait consistant, les citoyens émettaient de sérieuses réserves quant à la compétition multipartite, à la commission électorale, à leur sécurité lors des campagnes électorales, et au fonctionnement de leur démocratie.

Quand bien même tout ce qui précède ne prédit pas des priorités et intentions de vote, il en découle que les élections prochaines pourraient s'avérer déterminantes dans la perception que les Maliens ont de la démocratie et ses retombées positives sur leur qualité de vie.

Enquête d'Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui conduit des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et les problèmes connexes dans les pays d'Afrique. Six rounds d'enquêtes ont été conduits dans quelques 37 pays entre 1999 et 2015, et les enquêtes du Round 7 sont en cours depuis 2016. Afrobaromètre réalise des entrevues face-à-face dans la langue de choix du répondant avec des échantillons représentatifs à échelle nationale.

L'équipe nationale d'Afrobaromètre au Mali, dirigée par le Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique (GREAT), s'est entretenue avec 1.200 adultes maliens en février 2017. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec une marge d'erreur d'échantillonnage de +/-3% à un niveau de confiance de 95%. Conformément à leur proportion par rapport à la population totale du Mali, les échantillons de petites dimensions dans les régions faiblement peuplées de Kidal, Gao, et Tombouctou produisent des résultats dont les marges d'erreur sont très importantes. Les résultats devront être considérés strictement suggestifs, surtout à Kidal.

Des enquêtes d'Afrobaromètre ont été précédemment conduites au Mali en 2001, 2002, 2005, 2008, 2012 (à l'exception des régions de Tombouctou, Gao, et Kidal en raison de la situation sécuritaire), 2013, et 2014.

Résultats clés

- Presque deux-tiers (64%) des Maliens sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec la performance au travail du président, même si cette tendance est en baisse par rapport aux 71% de 2014. Des proportions similaires sont d'accord avec la performance de leurs députés à l'Assemblée Nationale (65%) et de leurs conseillers municipaux ou communaux (63%).
- Cependant, une grande majorité des Maliens affirment que le gouvernement répond « plutôt mal » ou « très mal » aux préoccupations prioritaires, dont la stabilité des prix (79%), la réduction du fossé entre riches et pauvres (78%), l'amélioration des conditions de vie des pauvres (75%), la création d'emplois (74%), et la sécurité alimentaire pour tous (66%).
- La plupart des Maliens affirment que les élections sont le meilleur moyen de choisir les dirigeants (81%) et que les élections nationales passées étaient pour la plupart libres et transparentes (76%). Mais seule la moitié (51%) d'entre eux affirment faire confiance à la commission électorale.
- Alors que la majorité (58%) des répondants soutiennent la compétition multipartite, environ la moitié d'entre eux affirment qu'elle conduit « souvent » ou « toujours » à des conflits violents (51%) et craignent au moins « un peu » d'être victime d'intimidation politique ou de violence lors des campagnes électorales (48%).
- Globalement, deux-tiers (67%) des Maliens soutiennent la démocratie, mais 37% seulement affirment être « assez » ou « très » satisfaits avec le fonctionnement de la démocratie.

L'évaluation de la performance du président et du gouvernement régresse

L'approbation publique de la performance du Président Ibrahim Boubacar Keïta a légèrement diminué, et une proportion de plus en plus importante de Maliens est insatisfaite avec le gouvernement en rapport avec des préoccupations prioritaires.

Presque deux-tiers des Maliens sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec la performance au travail du président (64%), de leurs députés à l'Assemblée Nationale (65%), et de leurs conseillers communaux et municipaux (63%) (Figure 1). La côte de performance au travail du président a régressé de 7 points de pourcentage en 2017 par rapport à

Faites vos propres analyses des données d'Afrobaromètre –quels que soient la problématique, le pays et le round d'enquête. C'est facile et gratuit à l'adresse www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

l'enquête de 2014, s'inscrivant dans une tendance où la côte de performance des présidents connaît un pic durant la première enquête après leur première élection (2002 et 2014) et puis chute, même après une réélection (c'était le cas en 2008).

Les côtes de performance des députés à l'Assemblée Nationale se sont accrues de

20 points de pourcentage durant les cinq dernières années, alors que celles des conseillers municipaux et communaux ont généralement stagné autour de 60%.

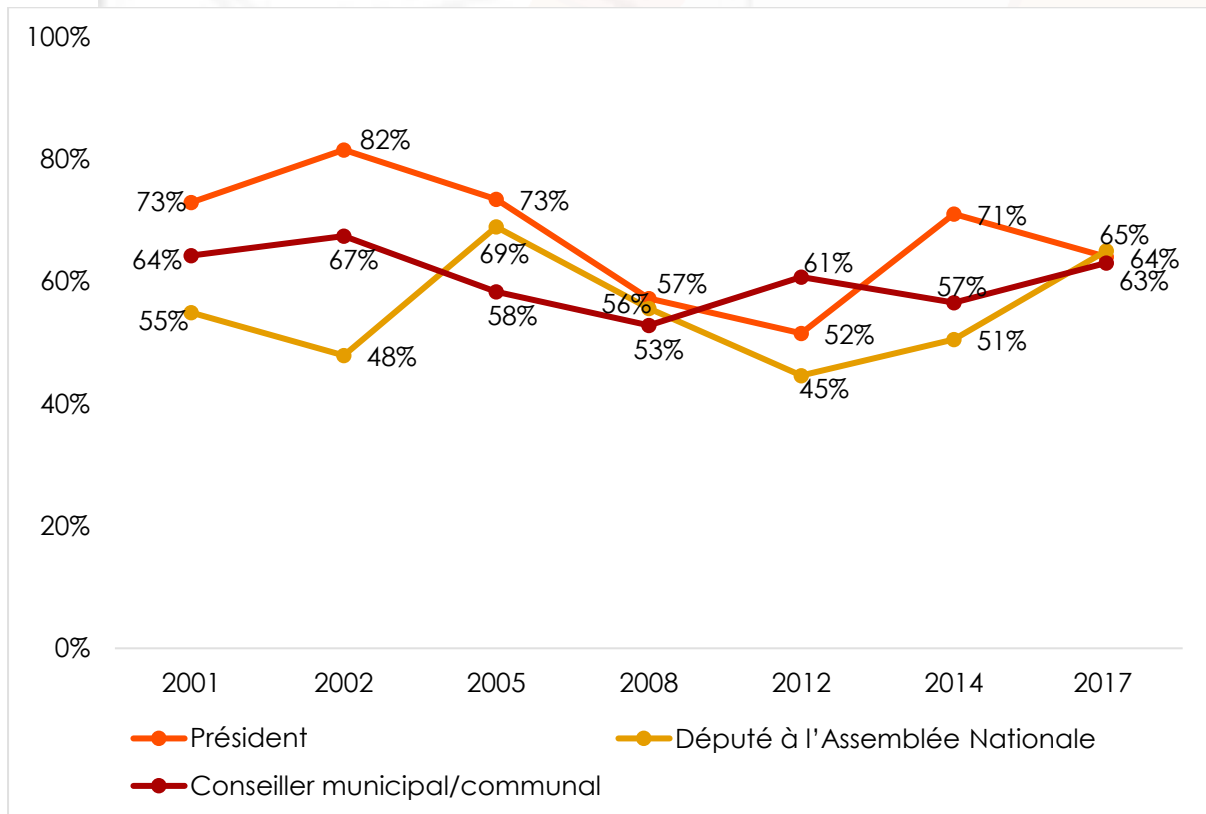
Contrairement à l'évaluation, par la majorité, de la manière dont leurs dirigeants élus répondent à leurs préoccupations, les Maliens affirment massivement que le gouvernement répond « plutôt mal » ou « très mal » à leurs préoccupations prioritaires, dont la stabilité des prix (79%), la réduction du fossé entre riches et pauvres (78%), l'amélioration des conditions de vie des pauvres (75%), et la création d'emplois (74%) (Figure 2). Deux-tiers sont en

désaccord avec la performance du gouvernement quant à la sécurité alimentaire (66%) et la gestion de l'économie (65%).

Le gouvernement reçoit des côtes de performance majoritairement positives quant à la prévention des violences électorales (66% « plutôt » ou « très » bien), l'amélioration des services de santé de base (62%), la prévention ou la résolution des conflits violents entre communautés (61%), et la promotion de l'égalité des droits et des opportunités en faveur des femmes (61%).

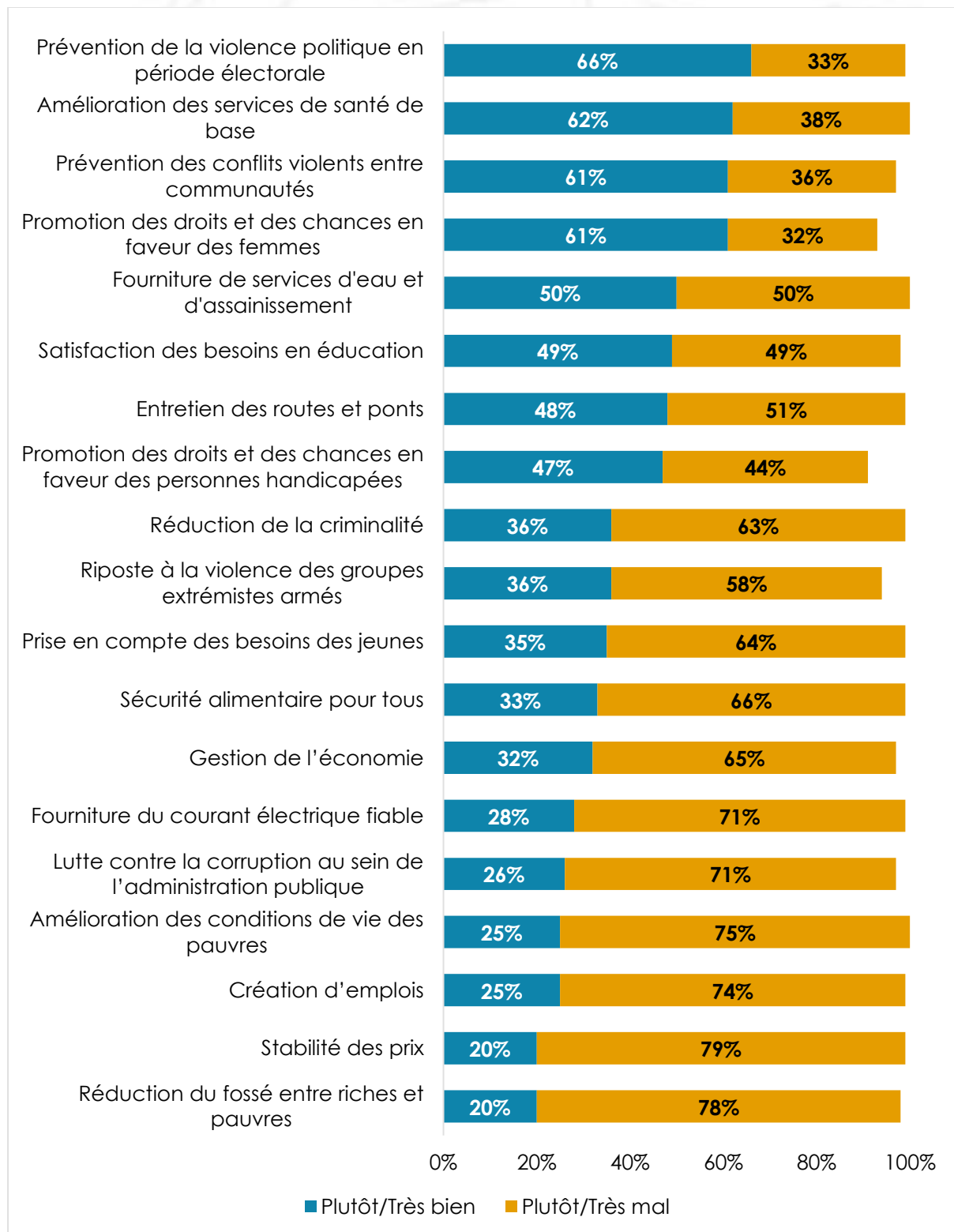
Les évaluations des citoyens par rapport à la performance du gouvernement quant aux principales questions économiques – la gestion de l'économie, l'amélioration des conditions de vie des pauvres, la création d'emplois, et la réduction du fossé entre riches et pauvres – sont généralement de plus en plus négatives depuis 2002 (Figure 3). Entre 2002 et 2008, une période correspondant au premier mandat et au début du second mandat du Président Amadou Toumani Touré, les évaluations négatives de la performance du gouvernement quant à ces questions ont marqué une progression constante. Durant la période de transition en 2012-2013 qui a précédé la présidence de Keïta, les évaluations étaient brièvement plus positives avant de chuter à nouveau.

Figure 1: Évaluation de la performance des dirigeants élus | Mali | 2001-2017



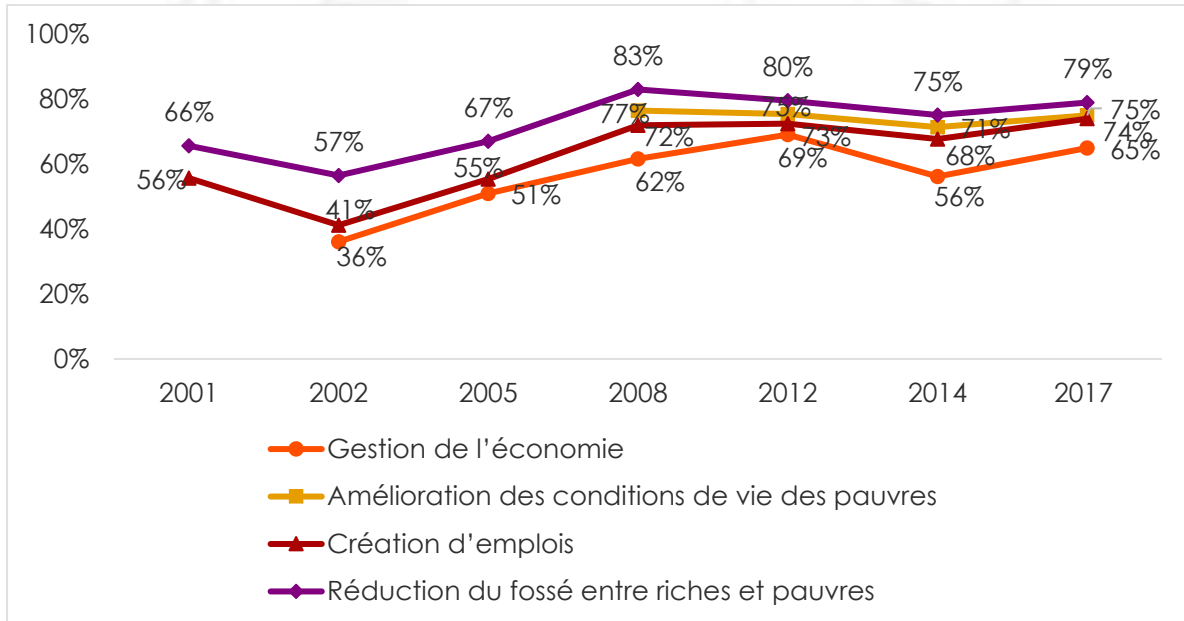
Questions posées aux répondants: Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec la performance à leur fonction des personnes suivantes au cours des 12 derniers mois, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Le président? Votre député à l'Assemblée Nationale? Votre conseiller municipal/communal? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Figure 2: Performance du gouvernement | Mali | 2017



Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le Gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer?

Figure 3: Mauvaise performance du gouvernement au point de vue économique | Mali | 2001-2017

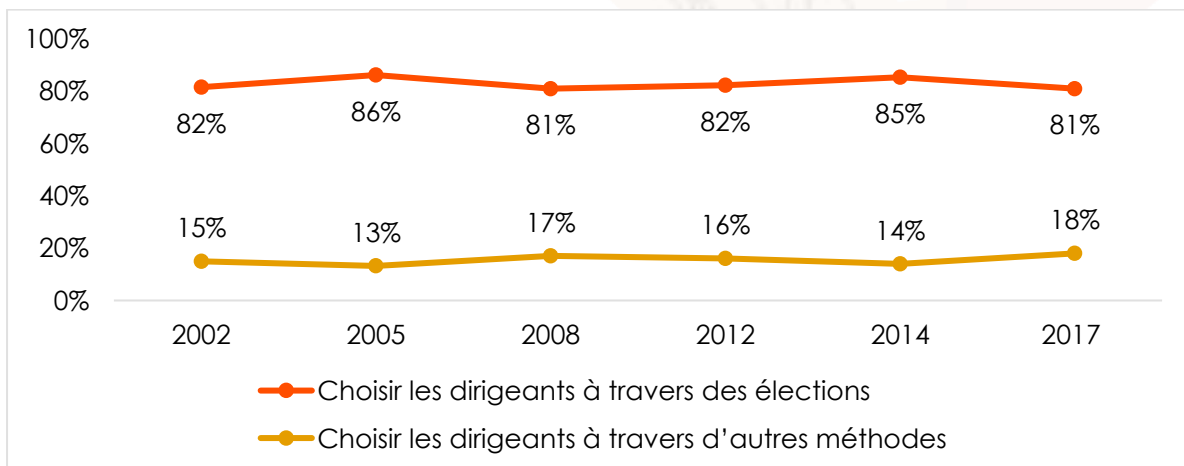


Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? (% qui répondent « plutôt mal » ou « très mal »)

Élections et compétition multipartite

Quand bien même les évaluations de la performance du gouvernement sont largement négatives, les Maliens soutiennent majoritairement le mode par lequel leurs dirigeants nationaux sont choisis. Le soutien à des élections régulières, libres, et transparentes était très fort et consistant (plus de 80%) durant les 15 dernières années (Figure 4).

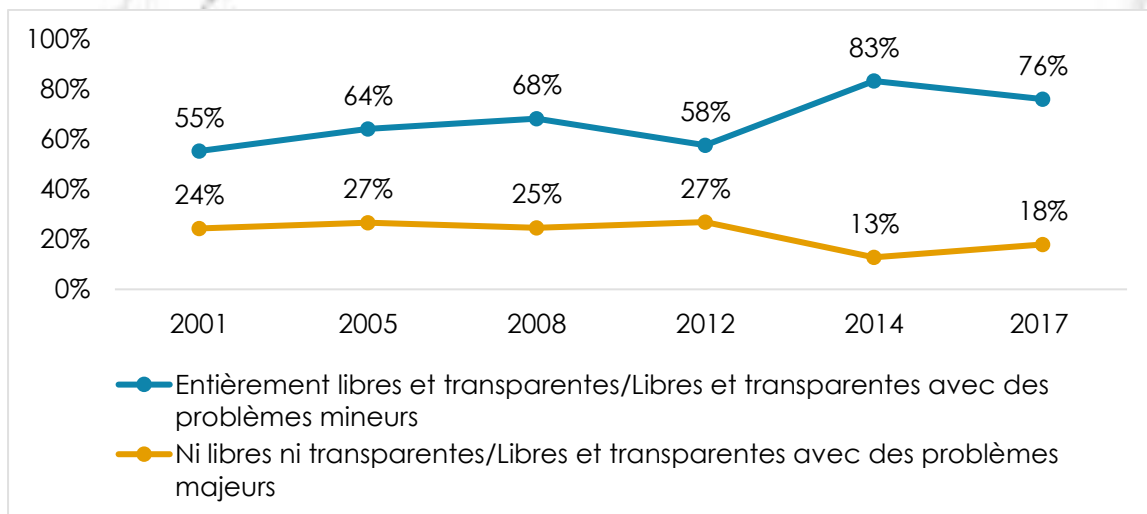
Figure 4: Soutien aux élections | Mali | 2002-2017



Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?
 Affirmation 1: Nous devrions choisir nos dirigeants dans ce pays à travers des élections régulières, libres et transparentes.
 Affirmation 2: Etant donné que les élections donnent parfois de mauvais résultats, nous devrions adopter d'autres méthodes de choix des dirigeants de ce pays.

La plupart des Maliens perçoivent également leurs élections nationales les plus récentes comme libres et transparentes. Trois-quarts (76%) affirment que les élections communales de novembre 2016 étaient « entièrement libres et transparentes » ou « libres et transparentes avec des problèmes mineurs » (Figure 5). Même si c'est une régression par rapport aux évaluations de 2014 de l'élection la plus récente (83% libres et transparentes), ces évaluations demeurent considérablement plus positives que celles des élections d'avant 2012.

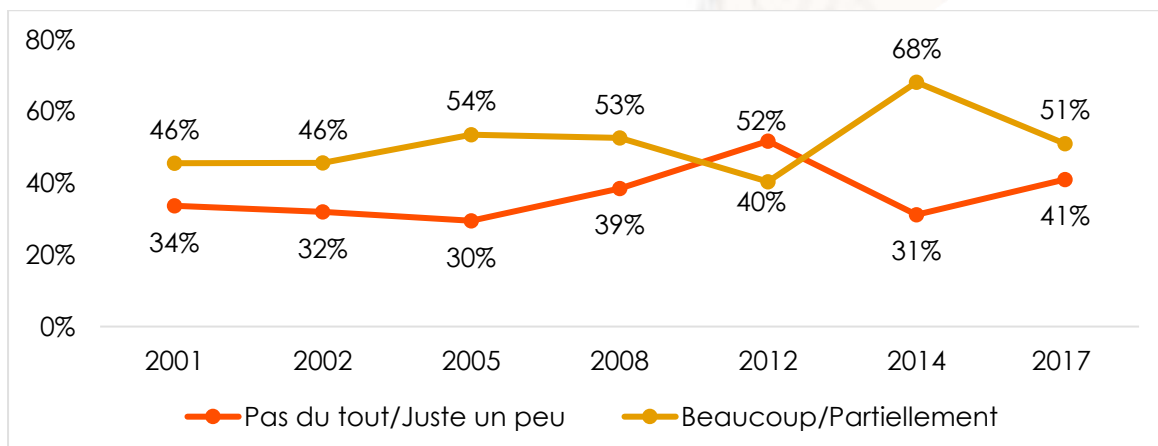
Figure 5: Caractère libre et transparent des toutes dernières élections | Mali | 2001-2017



Question posée aux répondants: Globalement et selon vous, à quel point les toutes dernières élections tenues en [20xx] étaient-elles libres et transparentes?

En dépit des perceptions favorables à propos des élections, la confiance en la Commission Electorale Indépendante a drastiquement chuté, retournant à des niveaux d'avant 2012. A peu près la moitié (51%) seulement des Maliens affirment faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance en la commission, marquant une chute par rapport aux 68% de 2014 (Figure 6).

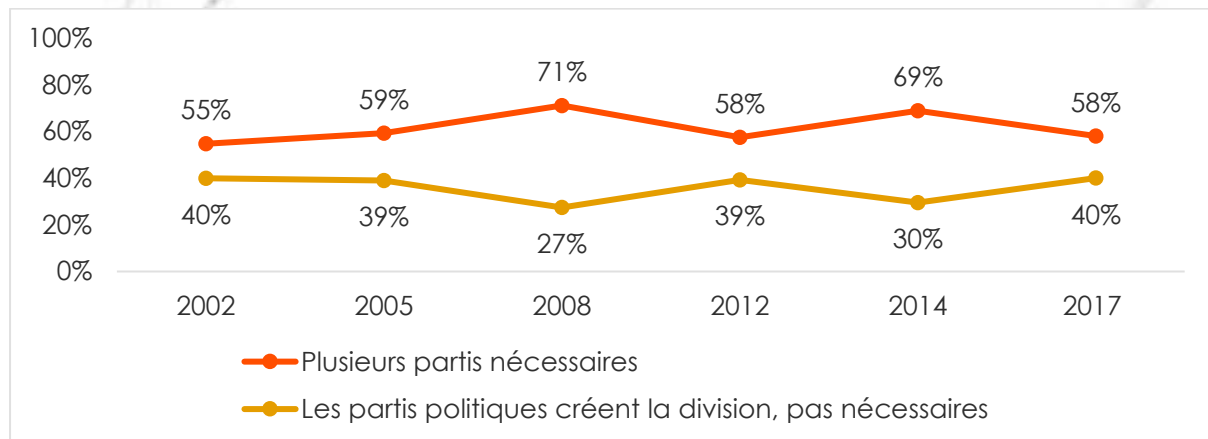
Figure 6: Confiance en la commission électorale | Mali | 2001-2017



Question posée aux répondants: A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: La Commission Electorale Indépendante (CEI)?

Les Maliens émettent également de sérieuses réserves quant à la compétition multipartite, reflétant peut-être ainsi le malaise dû au fait que plus de 100 partis partagent actuellement l'espace politique au Mali. Même si la majorité (58%) des Maliens sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire que beaucoup de partis politiques permettent de s'assurer que les électeurs aient un choix véritable, pas moins de quatre sur 10 répondants (40%) affirment que les partis politiques créent des divisions et que le Mali n'a pas besoin d'en avoir plusieurs (Figure 7). Cette opinion négative des partis politiques s'est accrue de 10 points de pourcentage depuis 2014, mais est pareille aux niveaux enregistrés en 2002, 2005, et 2012.

Figure 7: Opinions relatives à la démocratie multipartite | Mali | 2002-2017



Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Les partis politiques créent la division et la confusion; il n'est donc pas nécessaire d'en avoir plusieurs au Mali.

Affirmation 2: Il est nécessaire d'avoir plusieurs partis politiques au Mali afin de garantir aux citoyens le droit de choisir leurs gouvernants.

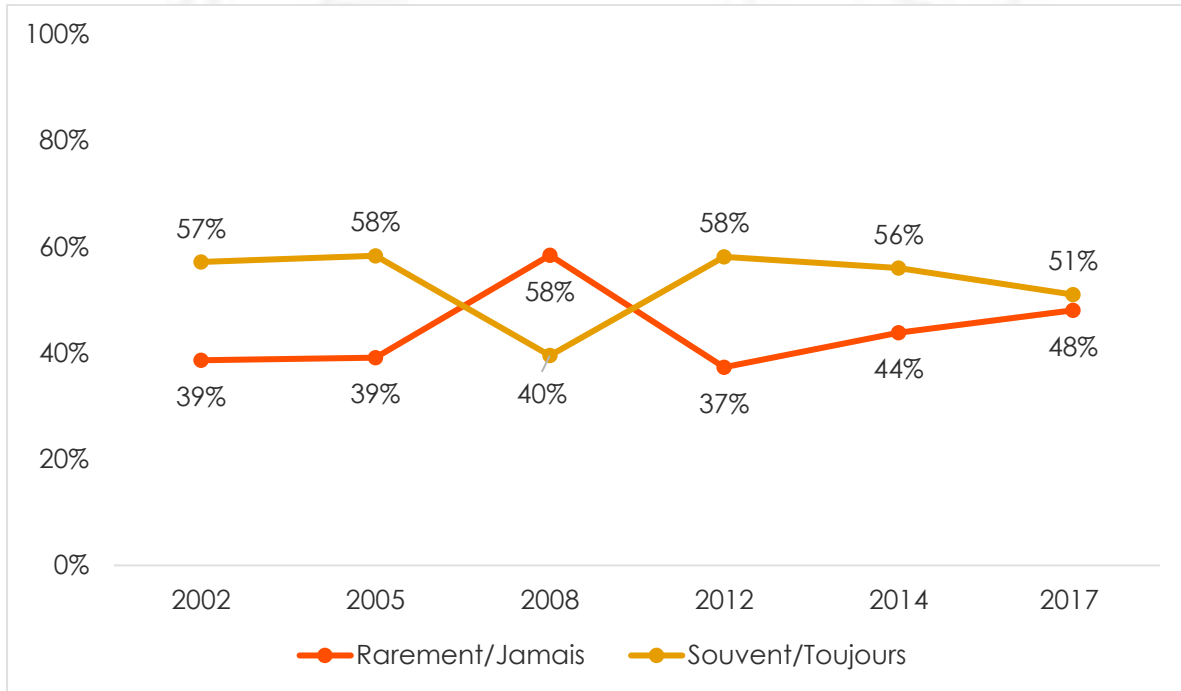
(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Par ailleurs, pas moins de la moitié (51%) des Maliens pensent que la concurrence multipartite conduit « souvent » ou « toujours » à des conflits violents (Figure 8). Cette proportion a modérément régressé depuis 2012 (58%) mais reflète néanmoins un niveau élevé de méfiance étant donné qu'en dépit des discours belliqueux, le Mali n'a connu que peu de conflits violents dus à la compétition des partis par le passé.

Presque la moitié (48%) des Maliens affirment craindre d'être victime d'intimidation politique ou de violence durant les campagnes électorales, dont un sur quatre (24%) qui le craignent « beaucoup » (Figure 9). La crainte de manœuvres d'intimidation ou de violence liées aux élections est particulièrement commune parmi les Maliens sans éducation formelle (35%) et ceux qui connaissent des niveaux élevés (46%) ou modérés (39%) de pauvreté vécue¹ (Figure 10). La crainte est plus généralement rapportée dans les régions de Kayes (57%), Mopti (40%), et Tombouctou (39%), même si, en raison de la petite taille des échantillons des régions prises individuellement et des grandes marges d'erreur qui en résultent, il convient d'interpréter ces différences régionales avec précaution.

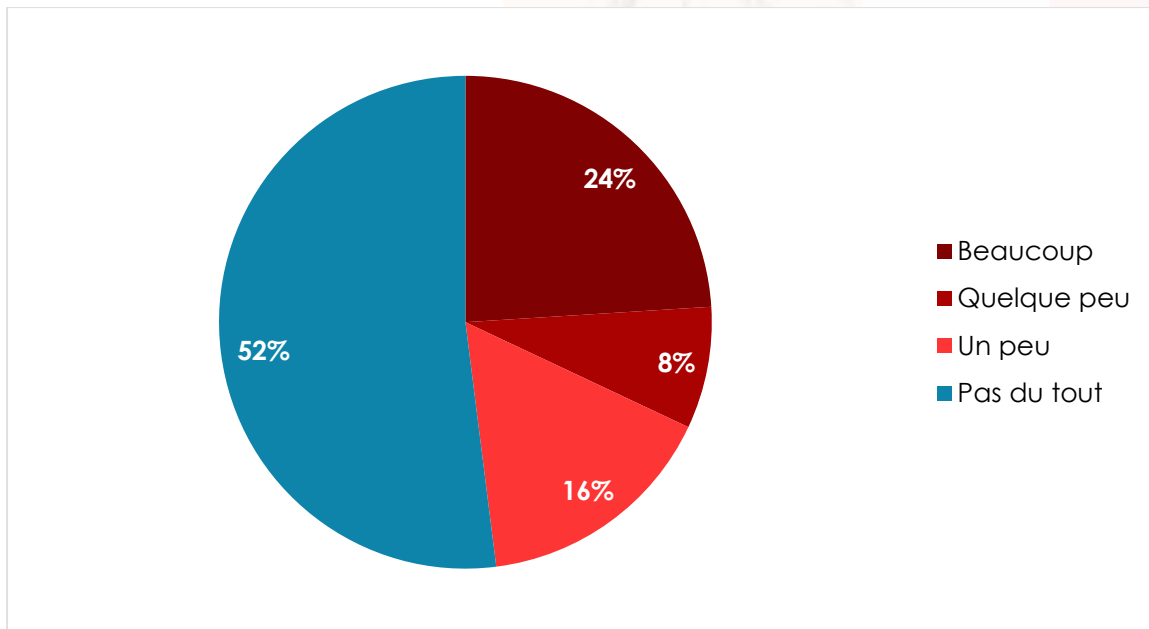
¹ Afrobaromètre mesure la pauvreté vécue sur la base des réponses aux questions suivantes: « Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez dû faire face aux situations suivantes: Nourriture insuffisante pour manger à sa faim? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques? Manque de médicaments ou de soins médicaux? Manque de combustible pour la cuisson des repas? Manque d'argent? »

Figure 8: A quelle fréquence la compétition entre partis conduit-elle à de violents conflits? | Mali | 2002-2017



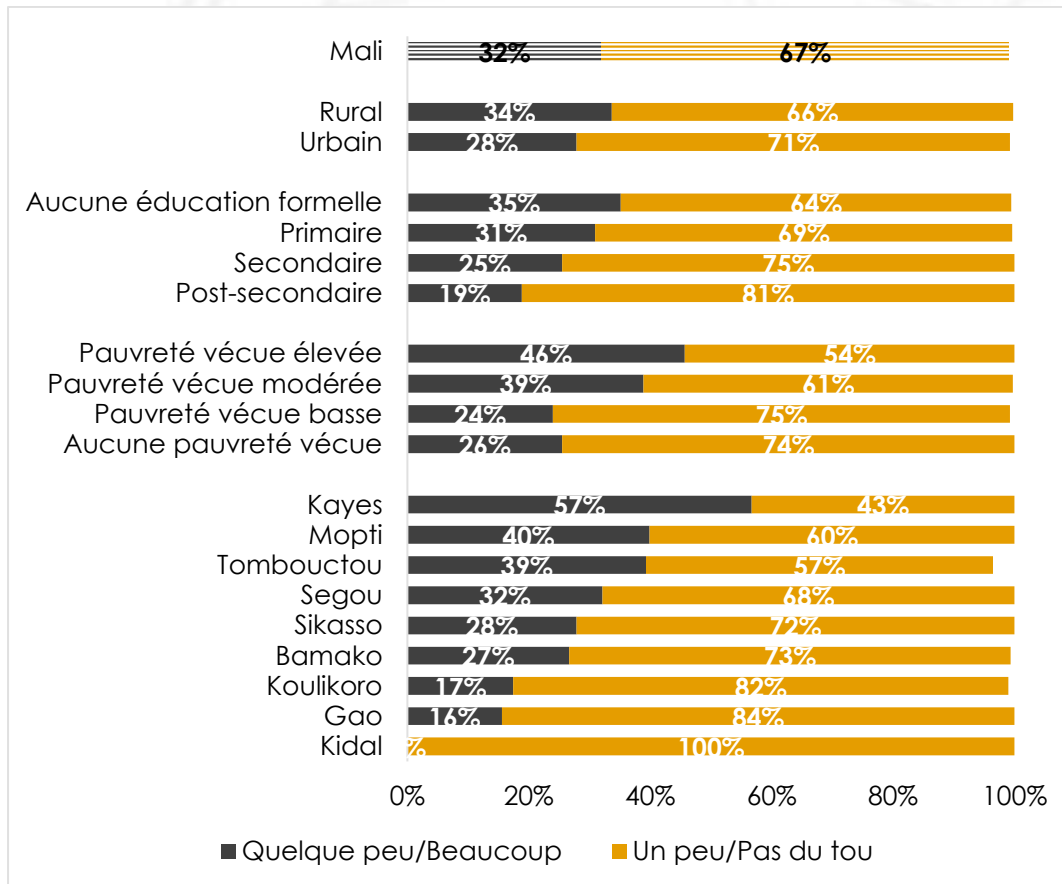
Question posée aux répondants: Selon vous, à quelle fréquence, dans ce pays, la compétition entre partis politiques conduit-elle à de violents conflits?

Figure 9: Crainte de violence politique dans le cadre des élections | Mali | 2017



Question posée aux répondants: Pendant les campagnes électorales dans ce pays, à quel point craignez-vous, personnellement, d'être victime d'intimidation politique ou de violence?

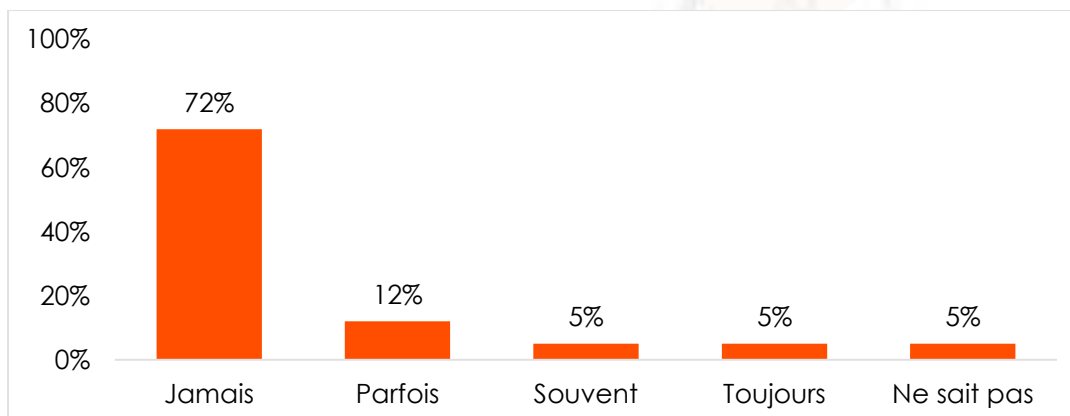
Figure 10: Crainte de violence électorale | par groupe socio-démographique | Mali | 2017



Question posée aux répondants: Pendant les campagnes électorales dans ce pays, à quel point craignez-vous, personnellement, d'être victime d'intimidation politique ou de violence ?

Sept Maliens sur 10 (72%) affirment que les partis d'opposition ne sont « jamais » empêchés de participer aux élections, tandis qu'à peu près deux sur 10 affirment qu'ils sont « parfois » (12%), « souvent » (5%), ou « toujours » (5%) empêchés de participer (Figure 11).

Figure 11: L'opposition est empêchée de participer aux élections | Mali | 2017

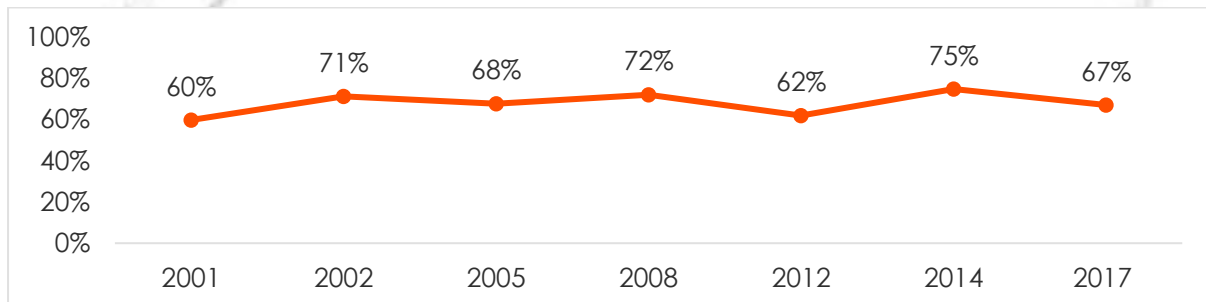


Question posée aux répondants: A votre avis, durant les élections dans ce pays, à quelle fréquence les candidats de l'opposition sont-ils empêchés de concourir aux postes électoraux ?

Attitudes envers la démocratie

En dépit des doutes à propos de la commission électorale et de la compétition multipartite, deux-tiers (67%) des Maliens soutiennent la démocratie face à tout autre système politique. Ceci reflète un déclin par rapport aux 75% de 2014, mais concorde avec les niveaux de soutien à la démocratie au Mali depuis 2001 (Figure 12), avec des régressions modérées après les années d'élection, lorsque les espoirs suscités par la campagne électorale laisse place aux attentes parfois déçues de la vie de tous les jours.

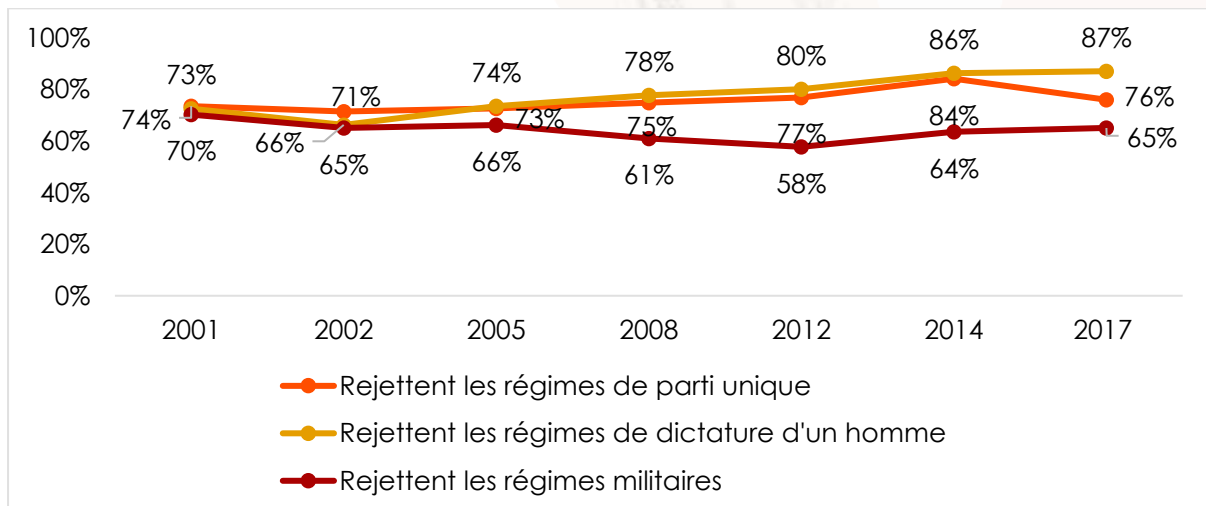
Figure 12: Soutien à la démocratie | Mali | 2001-2017



Question posée aux répondants: Laquelle de ces trois affirmations est la plus proche de votre opinion?
 Affirmation 1: La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement.
 Affirmation 2: Un gouvernement non-démocratique peut être préférable dans certaines circonstances.
 Affirmation 3: Pour quelqu'un comme moi, peu importe le type de gouvernement que nous avons.
 (% qui sont « d'accord » avec l'Affirmation 1)

Par ailleurs, la grande majorité des Maliens ont, au fil des ans, constamment rejeté les régimes alternatifs de type non-démocratiques (Figure 13). Presque neuf Maliens sur 10 (87%) sont « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord » avec les régimes dictatoriaux, une hausse de 14 points par rapport à 2001.

Figure 13: Rejetent les régimes de type non-démocratique | Mali | 2001-2017



Question posée aux répondants: Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec les alternatives suivantes:

- Un seul parti politique est autorisé à se présenter aux élections et à gouverner?
- Les élections et l'Assemblée Nationale sont abolies de sorte que le président puisse seul décider de tout?
- L'armée intervient pour diriger le pays?

(% qui sont « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord »)

Le désaccord avec les régimes à parti unique a généralement stagné autour des trois-quarts de la population avant de culminer à 84% en 2014 (l'année qui a suivi la dernière élection présidentielle) et rechuter ensuite à 76% en 2017.

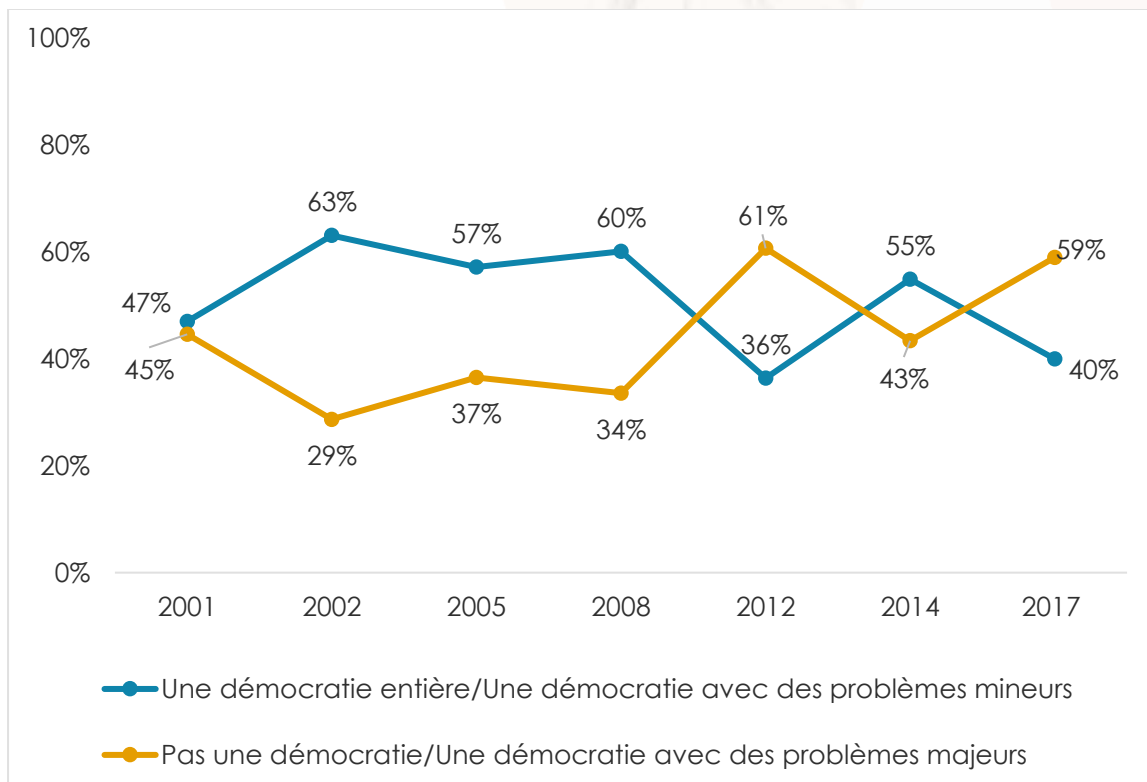
Un peu moins de Maliens rejettent les régimes militaires, d'un maximum de 70% en 2001 à un minimum de 58% en 2012, à la fin du régime de l'ancien général de l'armée Touré et au début de la crise au Nord et au Centre du pays. Depuis lors, l'opposition aux régimes militaires est remontée à deux-tiers des Maliens environ (65% en 2017).

Mais alors que la plupart des Maliens soutiennent la démocratie et rejettent ses alternatives autoritaires, une minorité seulement perçoivent le Mali comme une démocratie qui fonctionne bien. Quatre répondants sur 10 (40%) décrivent le Mali comme « une démocratie entière » ou une « démocratie avec des problèmes mineurs », une régression par rapport aux 55% de 2014 et un net recul par rapport aux niveaux de 2001-2008 (Figure 14). Presque six sur 10 (59%) affirment que le Mali est une « démocratie avec des problèmes majeurs » ou qu'il n'est « pas une démocratie » du tout.

De même, 37% des Maliens seulement affirment être « assez satisfaits » ou « très satisfaits » avec le fonctionnement de la démocratie au Mali, une régression par rapport aux 48% de 2014 et un net recul par rapport aux niveaux de satisfaction d'avant 2012 (Figure 15). La proportion des citoyens qui affirment être « pas très satisfaits » ou « pas du tout satisfaits » avec le fonctionnement de leur démocratie s'est constamment accru au cours des 16 dernières années, à l'exception d'une chute en 2012, et est actuellement presque au double de son niveau en 2001 (34%).

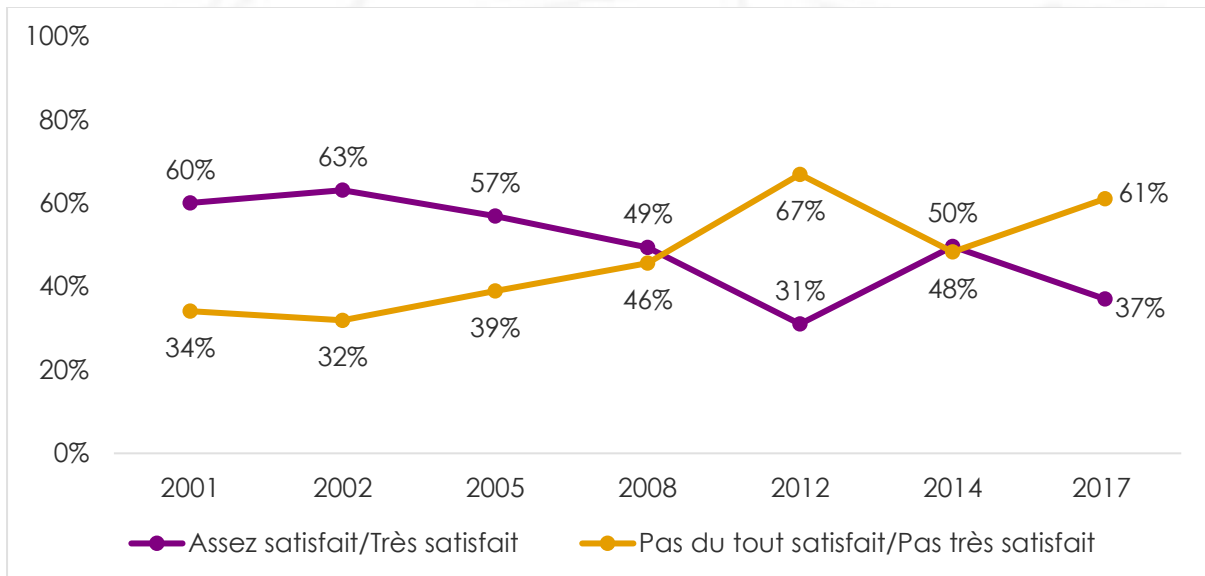
En ce qui concerne les deux problématiques – l'ampleur de la démocratie et la satisfaction vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie – l'enquête de 2012, menée peu de temps après le début de la crise de 2012, a affiché des extrêmes sur les réponses négatives.

Figure 14: Type de démocratie | Mali | 2001-2017



Question posée aux répondants: A votre avis, quel type de démocratie le Mali est-il aujourd'hui?

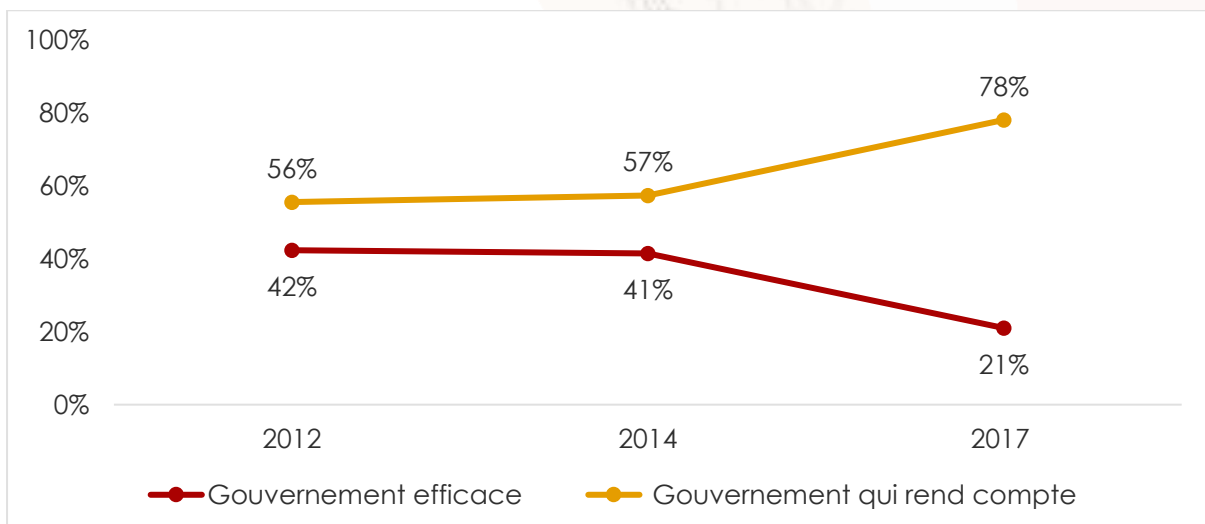
Figure 15: Satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie | Mali | 2001-2017



Question posée aux répondants: Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie au Mali?

Une priorité de plus en plus importante pour les Maliens est la reddition de comptes par le gouvernement. Plus des trois-quarts (78%) des répondants pensent qu'il est plus important « que les citoyens puissent demander des comptes au gouvernement, même si cela entraîne la lenteur des prises de décisions » qu'il ne l'est d'avoir « un gouvernement efficace, même si le peuple n'a aucune influence sur ses actions » (Figure 16). La proportion de Maliens qui pensent ainsi s'est accrue de 21 points de pourcentage entre 2014 et 2017.

Figure 16: Efficacité du gouvernement ou reddition de comptes? | Mali | 2012-2017



Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

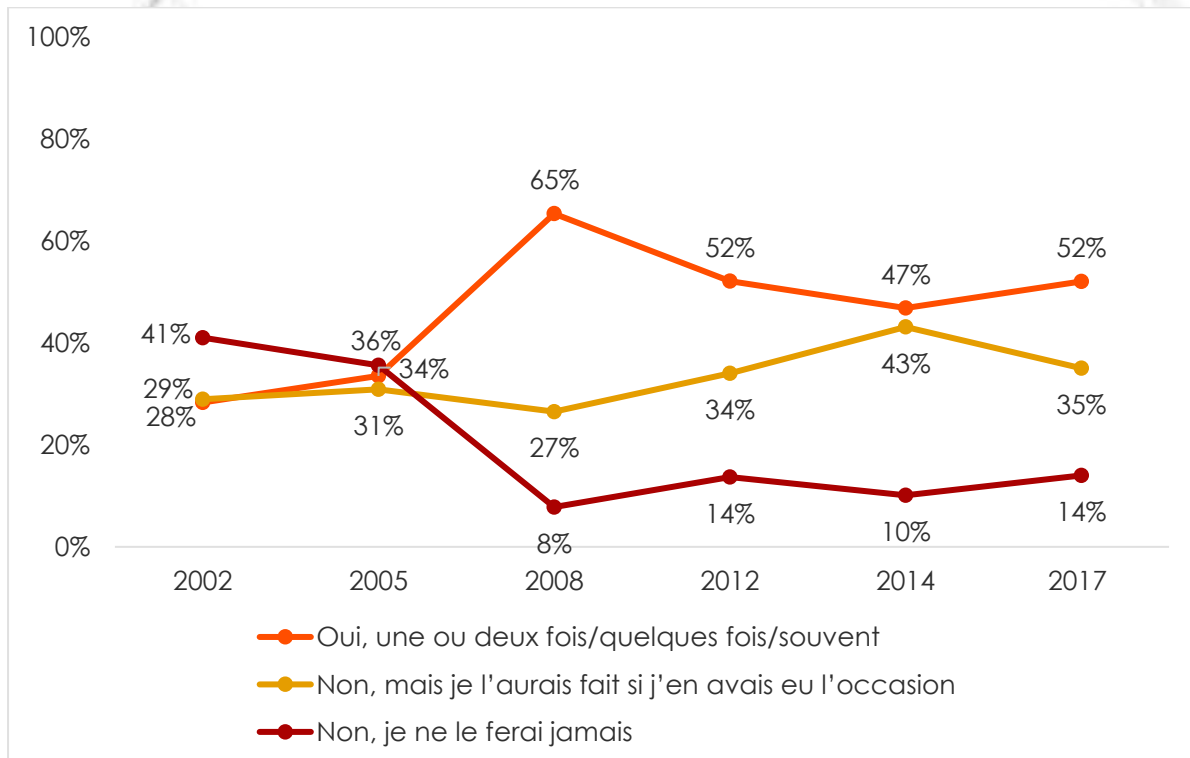
Affirmation 1: Il est plus important d'avoir un gouvernement efficace, même si le peuple n'a aucune influence sur ses actions.

Affirmation 2: Il est plus important que les citoyens puissent demander des comptes au gouvernement, même si cela entraîne la lenteur des prises de décision.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

En conformité avec le désir d'avoir un gouvernement qui rende compte, beaucoup de Maliens sont également prêts à s'engager dans des actions communautaires. Plus de la moitié (52%) des Maliens affirment avoir rencontré d'autres personnes pour discuter d'un problème au moins une fois durant les 12 mois précédant l'enquête, ce qui correspond à 5 points de pourcentage de plus qu'en 2014 et presque deux fois plus qu'en 2002 (quoique moins qu'à l'extrême (65%) de 2008) (Figure 17). La proportion des répondants qui affirment qu'ils ne se réuniraient « jamais » avec d'autres pour discuter d'un problème (14%) tournait autour d'un sur 10 durant la décennie passée, loin en deçà des 41% qui affichaient cette attitude en 2002.

Figure 17: Rencontrer d'autres personnes pour aborder un problème | Mali
 | 2002-2017



Question posée aux répondants: Voici une liste d'actions que les citoyens mènent parfois. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous l'avez personnellement menée au cours des 12 derniers mois. Si non, le feriez-vous si vous en aviez l'occasion: Rencontrer d'autres personnes pour aborder un problème?

Conclusion

La majorité des Maliens soutiennent la démocratie, les élections, et la reddition de compte par le gouvernement – mais pensent également que leur gouvernement démocratiquement élu échoue dans sa performance par rapport à la gestion des préoccupations de grande priorité. Par ailleurs, une grande proportion de la population émettent des doutes au sujet de la compétition multipartite, la commission électorale, la sécurité durant les campagnes électorales, et le fonctionnement de leur démocratie. Avec l'ouverture officielle de la campagne électorale, les candidats doivent s'efforcer de relever le défi démocratique de répondre aux préoccupations prioritaires des citoyens.

Références

- Bekoe, D. (2018). Africa's most challenging elections in 2018. Africa Center for Strategic Studies. <https://africacenter.org/spotlight/africas-challenging-elections-2018/>.
- Coulibaly, M. 2018. Priorisation des problèmes de développement et des Objectifs de Développement Durable au Mali. Synthèse de Politique No. 46 d'Afrobaromètre. http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Documents%20de%20politiques/ab_r7_policypaperno46_priorites_et_odd_au_mali.pdf.

Fadimata Haïdara est une économiste sortant de l'Université de Stuttgart-Hohenheim (Allemagne) et est affiliée au Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique (GREAT), le partenaire national d'Afrobaromètre au Mali. Email: fadimatah@yahoo.fr.

Thomas Isbell est doctorant à l'Université du Cap en Afrique du Sud. Email: tisbell@afrobarometer.org.

Afrobaromètre est produit collectivement par les sociologues de plus de 30 pays Africains. La coordination est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut pour la Justice et la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut des Etudes en Développement (IDS) de l'Université de Nairobi au Kenya, et l'Institut pour la Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin. L'Université d'Etat du Michigan (MSU) et l'Université du Cap (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le Round 7 d'Afrobaromètre a bénéficié du soutien financier de l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William & Flora Hewlett, du Département d'Etat Américain, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, de la Fondation Nationale pour la Démocratie (National Endowment for Democracy), et de Transparency International.

Les dons permettent au projet Afrobaromètre de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Aba Kittoe (akittoe@afrobarometer.org) pour discuter de financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter www.afrobarometer.org.



/Afrobarometer



@Afrobarometer



Dépêche No. 219 d'Afrobaromètre | 4 juillet 2018